



DECLARATION LIMINAIRE AU CTPD DDFIP DU 16/12/2010

"Les fonctionnaires sont les salariés qui paient le plus lourd tribut à la réforme des retraites, qui pourtant n'apparaît que comme un deuxième volet de réforme, après celle de 2003, et avant les suivantes.

> Sur les 25 milliards d'euros d'économies, pris sur le dos des salariés et des retraités, attendues de la réforme en 2020, 9 milliards viennent des fonctionnaires, soit une ponction par agent double de celle que subissent les salariés du privé.

> Les mesures d'âge valent pour 4,2 milliards, et les mesures spécifiques pour 5 milliards : 800 millions pour les mères de trois enfants, un milliard pour le minimum garanti, ce qui est proprement scandaleux, et 3 milliards pour la hausse du taux de cotisation de 2,7%.

Depuis son élection, Nicolas SARKOZY tient la Fonction publique dans sa ligne de mire.

Dès la fin de l'été 2007, les choses se sont encore accélérées. En effet, depuis le fameux discours de Nantes, les annonces se multiplient, les projets s'amoncellent et leur mise en œuvre se précipite. C'est d'ailleurs la concomitance de ces dispositifs qui confère à la politique actuelle un caractère nouveau quasi sans précédent.

A l'évidence, ce qui se joue autour de la Fonction publique est un enjeu majeur de société. Moins d'État, moins de services publics, moins de personnels, une marchandisation plus grande de la société, la non satisfaction des besoins sociaux, voilà ce que d'aucuns préconisent .

Des arguments parfaitement tendancieux :

Pour ses concepteurs, la fameuse Révision Générale des Politiques Publiques serait, d'une part, une obligation incontournable et, d'autre part, un vecteur de progrès pour les citoyens et les personnels.

Toujours d'après les mêmes, la RGPP est rendue indispensable par le niveau de la dette et des déficits publics et, de manière corollaire, par le trop grand poids des dépenses publiques qui handicaperait la croissance. C'est d'ailleurs ce qui figure en toutes lettres dans le document diffusé le 4 avril à l'issue du 2ème Conseil de modernisation des politiques publiques.

Une seule solution : couper, réduire, amputer ! Et les chiffres d'économies de valser, 7, 10, 14 milliards d'euros....

La DGFIP fait partie de cette RGPP, avec ses suppressions d'emplois, je rappelle 8 en filière fiscale et 4 en filière gestion publique.

La fusion des statuts des agents de la DGFIP s'est déroulée sans la moindre amélioration indiciaire, ni de déroulement de carrière. Cela n'augure rien de bon pour l'harmonisation des règles de gestion.

C'est dans ce cadre que vous nous proposez la création de la DDFIP en nous indiquant que rien ne change pour les agents ou à minima.

Vous réaffirmez que la création de la DDFIP « ne modifie ni l'exercice des missions ni celui des métiers, et que les agents conserveront leurs attributions dans la nouvelle organisation ».

Qui peut croire que les services des ressources humaines seront épargnés par les suppressions d'emplois seront épargnés lorsque les règles de gestion seront harmonisées ainsi que bien d'autres services, notamment le service informatique qui perd un emploi de CMIB.

Partout où des fusions ont eut lieu qu'elles soient publiques ou privées, elles ont pour conséquence des suppressions d'emplois massives au nom de la rentabilité, de l'efficacité, de la DDFIP ne dérogera pas à cette règle.

Selon la CGT finances publiques 07 vous ne pouvez plus nier la profonde détérioration du contenu des missions et la dégradation des conditions de leur exercice. Aussi bien dans la filière gestion publique, que dans la filière fiscale, ces conditions de travail affectent gravement l'état de santé des agents. Les rapports des médecins de prévention sont de plus en plus alarmants ; ils sont confrontés à des agents en situation de très grande détresse psychologique.

Les réformes de structures doivent cesser, les suppressions d'emplois doivent cesser, l'administration doit maintenant reconnaître l'investissement des agents et en tirer les conséquences en terme de qualification et de salaire.

La CGT finances publiques de l'07 continuera de porter les revendications des agents sur tous ces sujets.